



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/53/839
S/1999/184
22 février 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante-troisième session
Points 20, 105 et 110 de l'ordre du jour
RENFORCEMENT DE LA COORDINATION DE L'AIDE
HUMANITAIRE ET DES SECOURS EN CAS DE
CATASTROPHE FOURNIS PAR L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES, Y COMPRIS L'ASSISTANCE
ÉCONOMIQUE SPÉCIALE
RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES
POUR LES RÉFUGIÉS, QUESTIONS RELATIVES
AUX RÉFUGIÉS, AUX RAPATRIÉS ET AUX PERSONNES
DÉPLACÉES ET QUESTIONS HUMANITAIRES
QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante-quatrième année

Lettre datée du 19 février 1999, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de l'Érythrée
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un communiqué de presse publié le 14 février 1999 par le Ministère des affaires étrangères de l'État érythréen concernant les souffrances infligées aux Érythréens et aux Éthiopiens d'origine érythréenne dans les camps éthiopiens de prisonniers (voir annexe). Le Gouvernement éthiopien continue à violer en toute impunité les droits de l'homme des Érythréens et des Éthiopiens d'origine érythréenne. Mon gouvernement demande instamment que la communauté internationale intervienne immédiatement pour mettre fin à ces agissements criminels.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale, au titre des points 20, 105 et 110 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Haile MENKERIOS

ANNEXE

Communiqué de presse publié le 14 février 1999 par le Ministère
des affaires étrangères de l'Érythrée

Le Front populaire de libération du Tigré ne peut "effacer
ses erreurs" d'un seul coup

Le régime du FPLT a libéré de ses camps de prisonniers 38 étudiants érythréens qui faisaient partie d'un programme d'échange. Mais c'est une action qui vient trop tard et qui ne va pas assez loin. Cela faisait huit mois que les étudiants étaient dans ces camps abominables, où ils étaient battus, vivaient dans des conditions déplorables et n'avaient ni soins médicaux ni secours humanitaires. L'un d'entre eux, Gebrekidan Zecharias, est mort en détention. Il y a encore 1 500 civils érythréens emprisonnés dans les camps de concentration éthiopiens et le nombre des morts ne cesse d'augmenter.

Ces étudiants n'auraient jamais dû être touchés, non plus que les 1 500 jeunes Érythréens qui sont toujours détenus à Blattein et dans d'autres camps isolés en Éthiopie. Les Érythréens qui restent en détention sont accusés de poser un risque pour la sécurité parce que certains d'entre eux ont fait leur service militaire en Érythrée.

Le comportement du régime du FPLT à cet égard est totalement inacceptable. Il ne s'agissait ni de représailles ni de vengeance. En effet, le Gouvernement érythréen avait autorisé les étudiants éthiopiens faisant partie du même programme d'échange à passer leurs examens, avant de repartir à Addis-Abeba. Mais cela est parfaitement indifférent au régime du FPLT. Il a fait tout ce qu'il a voulu pour réprimer systématiquement quiconque a des liens avec l'Érythrée et aucun simulacre ne peut maintenant l'innocenter après coup et faire qu'il n'a pas détruit pour un gain politique des milliers de vies et de familles. Que va dire l'Éthiopie à la famille de Gebrekidan Zecharias? Que va-t-elle dire en fait aux familles des milliers de civils érythréens qui sont toujours détenus dans des camps de prisonniers en Éthiopie?

Comment cela est-il possible? Comment un gouvernement qui viole ouvertement les droits de l'homme et qui se venge de façon flagrante sur des civils innocents peut-il continuer à être bien considéré? Comment la communauté internationale peut-elle faire semblant d'ignorer ce que subissent les gens dans leurs bureaux, dans leurs quartiers, dans leurs voitures et même dans leurs maisons?

Le Gouvernement du FPLT a fait plus que tout autre gouvernement dans l'histoire pour détruire les relations entre Érythréens et Éthiopiens. Il a ce faisant manifesté un manque de scrupules inouï. Ceux qui n'ont rien dit et qui ont pensé qu'il était dans leur intérêt de traiter avec le FPLT alors qu'il se comportait de la sorte doivent se considérer eux aussi comme responsables.

Le FPLT utilise la confusion créée par son offensive militaire pour essayer de faire oublier les crimes odieux qu'il a commis. Cette manoeuvre est complètement transparente. Une excuse partielle et peu sincère par-ci, une

/...

concession trop tardive par-là, et il espère pouvoir d'un seul coup faire disparaître un passé marqué par une stratégie officielle de persécution d'Érythréens innocents. La communauté internationale ne doit pas tolérer cette manoeuvre; elle doit exiger la libération des 1 500 civils érythréens innocents toujours détenus dans les camps de concentration du FPLT.
